

08.03.2023 – 10:15 Uhr

La Suisse risque de prendre du retard en matière d'électromobilité

Berne (ots) -

Les importateurs suisses d'automobiles poursuivent des objectifs ambitieux en matière de diffusion des propulsions électriques. C'est ce que montre une enquête auprès des membres d'auto-suisse présentée aujourd'hui lors de la conférence de presse annuelle. En 2025 déjà, les véhicules pouvant être rechargés sur le réseau électrique, tels que les voitures électriques et les hybrides plug-in, devraient déjà représenter la moitié des voitures de tourisme nouvellement immatriculées. La même année, un nouveau véhicule de livraison sur quatre pourrait parcourir les villes à l'électricité et, à partir de 2030, la majorité des nouveaux camions pourraient être équipés d'une propulsion électrique. Or, ce développement ne sera possible que si l'on crée des conditions-cadres favorables à la mobilité électrique et si les mesures de soutien ne sont pas supprimées prématurément. C'est pourquoi auto-suisse demande au Conseil fédéral que les véhicules électriques restent exonérés au-delà de 2023 de l'impôt automobile de 4 % imposé lors de leur importation.

En 2022, 25,9 % des voitures de tourisme neuves étaient déjà rechargeables sur le réseau électrique. Cette part de marché devrait encore presque doubler d'ici fin 2025 pour s'arrêter à 49,7 %, selon les résultats d'une enquête anonyme menée auprès des importateurs d'automobiles. En effet, les véhicules rechargeables pourraient déjà représenter 31,8 % du marché des voitures neuves cette année. Donato Bochicchio, vice-président d'auto-suisse et Managing Director de Ford Motor Company (Switzerland) SA : " L'année 2023 a bien commencé, la situation des livraisons est de plus en plus fiable après les difficultés liées à la pandémie du COVID et au déclenchement de la guerre en Ukraine. Cela a également un effet positif sur les parts de marché des propulsions électriques. À titre d'exemple, le nombre de véhicules de livraison électriques neufs immatriculés en deux mois est supérieur de deux tiers à celui de l'année dernière. " Néanmoins, la Suisse est tombée à la 9e place en 2022 dans la comparaison européenne des parts de marché des véhicules à prise, poursuit Bochicchio.

Dans le domaine des véhicules utilitaires légers et lourds, notamment, se prépare une forte croissance des propulsions électriques. Les membres d'auto-suisse s'attendent à ce que la part de marché des voitures de livraison à zéro émission pourrait passer des quelque 10 % actuels à 23,3 % d'ici fin 2025. À cela devraient encore s'ajouter 2,4 % d'hybrides rechargeables. Une évolution similaire se dessine dans le segment des véhicules utilitaires lourds, où l'électrification devrait prendre de la vitesse au cours de la décennie actuelle et atteindre une part de marché électrique de 52,6 % en 2030. Andreas Burgener, directeur d'auto-suisse, en connaît les raisons : " Les services de transport durable seront de plus en plus demandés à l'avenir. Cela se traduira par une demande correspondante des véhicules à zéro émission. Les importateurs suisses d'automobiles y sont très bien préparés et développeront continuellement leur offre de véhicules utilitaires électriques et à hydrogène dans les années à venir. "

L'impôt sur les véhicules électriques les rendrait plus chers

Néanmoins, la croissance électrique visée pour les voitures de tourisme et les véhicules utilitaires ne se fera pas toute seule. La clientèle privée doit être convaincue de miser sur l'électromobilité au même titre que les entreprises avec leurs véhicules de service et d'intervention. Il faut donc des conditions-cadres et des incitations appropriées, explique Marcel Guerry, vice-président d'auto-suisse et directeur du Groupe Emil Frey en Suisse : " La Suisse ne connaît guère de mesures d'encouragement nationales telles que les primes à l'achat accordées dans beaucoup de nos pays voisins. Et voilà que le Conseil fédéral veut aussi supprimer l'exonération de l'impôt automobile pour les véhicules électriques à partir de 2024. Se faisant, il va à l'encontre du développement de la mobilité électrique qu'il s'est lui-même fixé, c'r cela ferait monter les prix d'achat. "

C'est pourquoi auto-suisse demande au Conseil fédéral de maintenir au-delà de 2023 l'exonération des véhicules électriques de l'impôt automobile. De plus, la politique devrait s'occuper d'un approvisionnement en électricité fiable, de prix de l'énergie attractifs et d'un développement rapide de l'infrastructure de recharge. Ce n'est qu'avec ces conditions-cadres favorables que les objectifs de marché ambitieux des importateurs suisses d'automobiles en matière de mobilité électrique pourront devenir réalité.

Contact:

Christoph Wolnik, porte-parole
T 079 882 99 13
christoph.wolnik@auto.swiss